

**Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre
l'Etat Fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne, la Région de
Bruxelles-Capitale, la Communauté Française et la Communauté
Germanophone concernant l'utilisation de SURE**

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président et du Ministre du Budget et des
Finances ;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de présenter au Parlement le
projet de décret dont la teneur suit :

Article unique : Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'Etat
Fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale,
la Communauté Française et la Communauté Germanophone concernant
l'utilisation de SURE

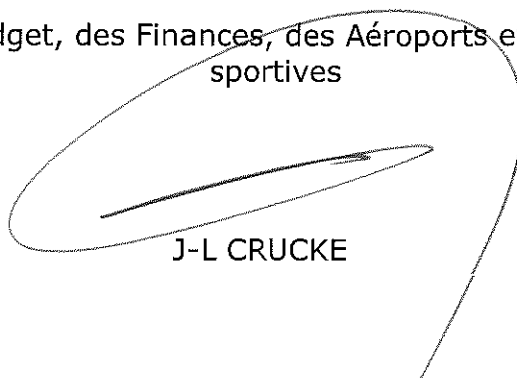
Namur, le 01 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, des Aéroports et des Infrastructures
sportives

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke, positioned over the text of the Minister of Budget, Finance, Airports and Sports Infrastructure.

J-L CRUCKE

**Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre
l'Etat Fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne, la Région de
Bruxelles-Capitale, la Communauté Française et la Communauté
Germanophone concernant l'utilisation de SURE**

Exposé des motifs

L'objectif de l'accord de coopération de régler les relations entre les parties dans le cadre de l'utilisation par les parties de l'outil européen SURE (temporary Support to mitigate Unemployment Risks in case of an Emergency, ci-après dénommé « l'instrument »), et de décrire les procédures qui y sont liées.

Sur base de l'instrument européen d'aide temporaire destiné à réduire le risque de chômage en cas d'urgence (« SURE »), l'Union européenne peut accorder des prêts aux États-Membres qui peuvent être considérés comme une aide financière au sens de l'article 220 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.

Ces prêts sont destinés principalement à financer des régimes de chômage partiel ou des mesures équivalentes pour protéger les travailleurs et les travailleurs indépendants, réduisant ainsi le chômage et la perte de revenus et, en plus, certaines mesures de santé, en particulier sur le lieu de travail. Un État membre peut demander une assistance financière de l'Union européenne au titre de l'instrument (« assistance financière ») si ses dépenses publiques réelles et éventuellement prévues ont augmenté brutalement et fortement depuis le 1er février 2020 en raison de mesures nationales directement liées aux régimes de réduction du temps de travail et des mesures similaires pour faire face à l'impact socio-économique de l'événement extraordinaire causé par l'épidémie de Covid-19.

Aussi bien l'Etat fédéral que les entités fédérées ont pris des mesures qui entrent en considération pour un financement par l'instrument et depuis le 1er février 2020 ont engagé les dépenses nécessaires. De nombreuses mesures continueront de générer des dépenses dans un proche avenir, et il ne peut être exclu que les gouvernements prennent encore d'autres mesures qui entreront en considération pour l'instrument.

Etant donné que l'Union européenne accordera les prêts pour un État membre dans son intégralité à l'institution désignée par l'État membre qui recevra les fonds et paiera ensuite les charges d'intérêt et les remboursements de capital, il est nécessaire de prévoir un accord de coopération entre l'Etat fédéral et les entités fédérées qui règle le transfert de ces fonds entre les parties, ainsi que le paiement des charges d'intérêt et les remboursements de capital. Les demandes d'aide financière et la manière dont l'utilisation des fonds est contrôlée doivent également être réglées entre les parties.

Commentaire des articles de l'Accord de coopération entre l'Etat Fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté Française et la Communauté Germanophone concernant l'utilisation de SURE

Article 1^{er} : L'objectif de l'accord de coopération de régler les relations entre les parties dans le cadre de l'utilisation par les parties de l'outil européen SURE (temporary Support to mitigate Unemployment Risks in case of an Emergency, ci-après dénommé « l'instrument »), et de décrire les procédures qui y sont liées.

Sur base de l'instrument européen d'aide temporaire destiné à réduire le risque de chômage en cas d'urgence (« SURE »), l'Union européenne peut accorder des prêts aux États-Membres qui peuvent être considérés comme une aide financière au sens de l'article 220 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.

Ces prêts sont destinés principalement à financer des régimes de chômage partiel ou des mesures équivalentes pour protéger les travailleurs et les travailleurs indépendants, réduisant ainsi le chômage et la perte de revenus et, en plus, certaines mesures de santé, en particulier sur le lieu de travail. Un État membre peut demander une assistance financière de l'Union européenne au titre de l'instrument (« assistance financière ») si ses dépenses publiques réelles et éventuellement prévues ont augmenté brutalement et fortement depuis le 1^{er} février 2020 en raison de mesures nationales directement liées aux régimes de réduction du temps de travail et des mesures similaires pour faire face à l'impact socio-économique de l'événement extraordinaire causé par l'épidémie de Covid-19.

Aussi bien l'Etat fédéral que les entités fédérées ont pris des mesures qui entrent en considération pour un financement par l'instrument et depuis le 1^{er} février 2020 ont engagé les dépenses nécessaires. De nombreuses mesures continueront de générer des dépenses dans un proche avenir, et il ne peut être exclu que les gouvernements prennent encore d'autres mesures qui entreront en considération pour l'instrument.

Etant donné que l'Union européenne accordera les prêts pour un État membre dans son intégralité à l'institution désignée par l'État membre qui recevra les fonds et paiera ensuite les charges d'intérêt et les remboursements de capital, il est nécessaire de prévoir un accord de coopération entre l'Etat fédéral et les entités fédérées qui règle le transfert de ces fonds entre les parties, ainsi que le paiement des charges d'intérêt et les remboursements de capital. Les demandes d'aide financière et la manière dont l'utilisation des fonds est contrôlée doivent également être réglées entre les parties.

La présente disposition vise à l'adoption de l'accord de coopération par le gouvernement, ceci afin de bénéficier des fonds de l'instrument SURE.

<u>Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap inzake het gebruik van SURE</u>	<u>Accord de coopération entre l'Etat Fédéral, la Communauté Flamande, la Région Flamande, la Région Wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté Française et la Communauté Germanophone concernant l'utilisation de SURE</u>	<u>Zusamenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Anwendung von SURE</u>
Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 6 januari 2014, artikel 92bis, §1;	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014, article 92bis, §1^{er};	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014, Artikel 92bis §1;
Gelet op de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989, 20 maart 2007 en 6 januari 2014, artikelen 31 en 31/1;	Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, modifiée par les lois du 16 juin 1989, 20 mars 2007 et 6 janvier 2014, les articles 31 et 31/1;	Aufgrund des Ordentlichen Gesetzes zur Reform der Institutionen vom 9. August 1980, abgeändert durch die Gesetze vom 16. Juni 1989, 20. März 2007 und 6. Januar 2014, Artikel 31 und 31/1;
Gelet op de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap van 31 december 1983, gewijzigd bij de wetten van 5 mei 1993 en 6 januari 2014, artikel 55bis;	Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté Germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par les lois du 5 mai 1993 et 6 janvier 2014, article 55bis;	Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Mai 1993 und 6. Januar 2014, Artikel 55bis;
Gelet op het artikel 220 van de Verordening (EU, Euratom) 2018/1046 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juli 2018 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de	Vu l'article 220 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) no	Aufgrund von Artikel 220 der Verordnung (EU, Euratom) 2018/1046 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Juli 2018 über die Haushaltsordnung für den Gesamthaushaltsplan der Union, zur Änderung

Unie, tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1296/2013, (EU) nr. 1301/2013, (EU) nr. 1303/2013, (EU) nr. 1309/2013, (EU) nr. 1316/2013, (EU) nr. 223/2014, (EU) nr. 283/2014 en Besluit nr. 541/2014/EU en tot intrekking van Verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012;	1296/2013, (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013, (UE) no 1304/2013, (UE) no 1309/2013, (UE) no 1316/2013, (UE) no 223/2014, (UE) no 283/2014 et la décision no 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012;	der Verordnungen (EU) Nr. 1296/2013, (EU) Nr. 1301/2013, (EU) Nr. 1303/2013, (EU) Nr. 1304/2013, (EU) Nr. 1309/2013, (EU) Nr. 1316/2013, (EU) Nr. 223/2014, (EU) Nr. 283/2014 und des Beschlusses Nr. 541/2014/EU sowie zur Aufhebung der Verordnung (EU, Euratom) Nr. 966/2012;
Gelet op de Verordening (EU) 2020/672 van de Raad van 19 mei 2020 betreffende de instelling van een Europees instrument voor tijdelijke steun om het risico op werkloosheid te beperken in een noodtoestand (SURE) als gevolg van de COVID-19-uitbraak;	Vu le règlement (UE) 2020/672 du Conseil du 19 mai 2020 portant création d'un instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) engendrée par la propagation de la COVID-19;	Aufgrund der Verordnung 2020/672 des Rates vom 19. Mai 2020 zur Schaffung eines Europäischen Instruments zur vorübergehenden Unterstützung bei der Minderung von Arbeitslosigkeitsrisiken in einer Notlage (SURE) im Anschluss an den COVID-19-Ausbruch;
Gelet op het uitvoeringsbesluit (EU) 2020/1342 van de Raad van 25 september 2020 tot toekenning van tijdelijke steun uit hoofde van Verordening (EU) 2020/672 aan het Koninkrijk België om het risico op werkloosheid in de noodtoestand als gevolg van de COVID-19-uitbraak te beperken;	Vu la décision d'exécution (UE) 2020/1342 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant au Royaume de Belgique un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19;	Aufgrund des Durchführungsbeschlusses (EU) 2020/1342 des Rates vom 25. September 2020 zur Gewährung einer vorübergehenden Unterstützung gemäß der Verordnung (EU) 2020/672 des Rates für das Königreich Belgien mit dem Ziel, Arbeitslosigkeitsrisiken in der Notlage infolge des COVID-19-Ausbruchs zu mindern;
Gelet op de SURE-leningsovereenkomst tussen de Europese Commissie en het Koninkrijk België voor een totaalbedrag van 7.803.380.000 EUR (loan agreement SURE) van 22 oktober 2020;	Vu le contrat de prêt SURE entre la Commission Européenne et le Royaume de Belgique d'un montant total de EUR 7.803.380.000 (Loan Agreement SURE) du 22 octobre 2020;	Aufgrund des zwischen der Europäischen Kommission und dem Königreich Belgien abgeschlossenen SURE-Darlehensvertrags vom 22. Oktober 2020 über einen Betrag in Höhe von 7.803.380.000 Euro (Loan Agreement SURE);

Overwegende dat dit akkoord tot doel heeft de betrekkingen tussen de partijen te regelen in het kader van het gebruik van het Europese SURE-instrument (temporary Support to mitigate Unemployment Risks in case of an Emergency, hierna genaamd 'het instrument') door de partijen, en de ermee verband houdende procedures te beschrijven;	Considérant que l'objectif est de régler les relations entre les parties dans le cadre de l'utilisation par les parties de l'outil européen SURE (temporary Support to mitigate Unemployment Risks in case of an Emergency, ci-après dénommé « l'instrument »), et de décrire les procédures qui y sont liées;	In Erwägung, dass es das Ziel ist, die Beziehungen zwischen den Parteien im Rahmen der Anwendung des EU-Instruments SURE (temporary Support to mitigate Unemployment Risks in case of an Emergency, im Folgenden als „das Instrument“ bezeichnet) durch die Parteien zu regeln und die damit verbundenen Verfahren zu beschreiben;
Overwegende dat uit hoofde van het Europees instrument voor tijdelijke steun om het risico op werkloosheid te beperken in een noodtoestand ("SURE") kan de Europese Unie leningen aan lidstaten verstrekken die gelden als financiële bijstand in de zin van artikel 220 van Verordening (EU, Euratom) 2018/1046;	Considérant que sur base de l'instrument européen d'aide temporaire destiné à réduire le risque de chômage en cas d'urgence (« SURE »), l'Union européenne peut accorder des prêts aux États membres qui peuvent être considérés comme une aide financière au sens de l'article 220 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046;	In Erwägung, dass die Europäische Union auf der Grundlage dieses Instruments zur vorübergehenden Unterstützung bei der Minderung von Arbeitslosigkeitsrisiken in einer Notlage („SURE“) Darlehen an die Mitgliedstaaten vergeben kann, die als finanzieller Beistand im Sinne von Artikel 220 der Verordnung (EU, Euratom) 2018/1046 angesehen werden können;
Overwegende dat deze leningen hoofdzakelijk dienen ter financiering van werktijdverkortingsregelingen of soortgelijke maatregelen ter bescherming van werknemers en zelfstandigen, en daarmee samenhangend het verminderen van werkloosheid en inkomensverlies, alsook van sommige maatregelen op gezondheidsgebied, met name op de werkplek. Een lidstaat kan om financiële bijstand van de Europese Unie uit hoofde van het instrument ("financiële bijstand") verzoeken als zijn werkelijke en mogelijk ook geplande overheidsuitgaven sinds 1 februari 2020 plots en	Considérant que ces prêts sont destinés principalement à financer des régimes de chômage partiel ou des mesures équivalentes pour protéger les travailleurs et les travailleurs indépendants, réduisant ainsi le chômage et la perte de revenus et, en plus, certaines mesures de santé, en particulier sur le lieu de travail. Un État membre peut demander une assistance financière de l'Union européenne au titre de l'instrument (« assistance financière ») si ses dépenses publiques réelles et éventuellement prévues ont augmenté brutalement et	In Erwägung, dass diese Darlehen als finanzieller Beistand in erster Linie für die Finanzierung von Kurzarbeitsregelungen oder ähnlichen Maßnahmen, die auf den Schutz von Beschäftigten und Selbstständigen abzielen und damit Arbeitslosigkeit und Einkommensverluste verringern, sowie ergänzend für die Finanzierung bestimmter gesundheitsbezogener Maßnahmen, insbesondere am Arbeitsplatz, bestimmt sind. Ein Mitgliedstaat kann die Europäische Union um finanziellen Beistand nach dem Instrument

sterk zijn gestegen als gevolg van nationale maatregelen die rechtstreeks verband houden met werktijdverkortingsregelingen en soortgelijke maatregelen om de sociaaleconomische gevolgen van de door Covid-19-uitbraak veroorzaakte buitengewone gebeurtenis het hoofd te bieden;

fortement depuis le 1er février 2020 en raison de mesures nationales directement liées aux régimes de réduction du temps de travail et des mesures similaires pour faire face à l'impact socio-économique de l'événement extraordinaire causé par l'épidémie de Covid-19;

(„finanzieller Beistand“) ersuchen, wenn seine tatsächlichen und möglicherweise auch seine geplanten öffentlichen Ausgaben seit dem 1. Februar 2020 aufgrund nationaler Maßnahmen, die unmittelbar mit Kurzarbeitsregelungen und ähnlichen Maßnahmen zur Bewältigung der sozioökonomischen Auswirkungen der durch den COVID-19-Ausbruch bedingten Ausnahmesituation in Verbindung stehen, unvermittelt und heftig angestiegen sind;

Overwegende dat zowel de Federale Staat als de gefedereerde entiteiten maatregelen hebben genomen die in aanmerking komen voor financiering door het instrument waarvoor sinds 1 februari 2020 de nodige uitgaven zijn gedaan. Heel wat maatregelen zullen in de nabije toekomst uitgaven blijven veroorzaken, en het is niet uitgesloten dat de overheden nog nieuwe maatregelen zullen nemen die in aanmerking komen voor het instrument;

Considérant qu'aussi bien l'Etat fédéral que les entités fédérées ont pris des mesures qui entrent en considération pour un financement par l'instrument et depuis le 1er février 2020 ont engagé les dépenses nécessaires. De nombreuses mesures continueront de générer des dépenses dans un proche avenir, et il ne peut être exclu que les gouvernements prennent encore d'autres mesures qui entreront en considération pour l'instrument;

In Erwägung, dass sowohl der Föderalstaat als auch die Gliedstaaten Maßnahmen ergriffen haben, die für eine Finanzierung durch das Instrument infrage kommen und die seit dem 1. Februar 2020 die notwendigen Ausgaben erforderlich gemacht haben. Zahlreiche Maßnahmen werden auch in naher Zukunft Ausgaben verlangen, und es ist nicht auszuschließen, dass die Regierungen noch weitere Maßnahmen ergreifen werden, die für eine Finanzierung durch das Instrument in Betracht kommen;

Overwegende dat er nood is aan een samenwerkingsovereenkomst tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten dat de doorstorting van die gelden tussen de partijen, en de rentebetalingen en de kapitaalaflossingen regelt, vermits de Europese Unie de leningen voor een lidstaat in hun geheel

Considérant qu'étant donné que l'Union européenne accordera les prêts pour un État membre dans son intégralité à l'institution désignée par l'État membre qui recevra les fonds et paiera ensuite les charges d'intérêt et les remboursements de capital, il est

In Erwägung, dass die Europäische Union die Darlehen für einen Mitgliedstaat als Ganzes an die durch den Mitgliedstaat bestimmte Einrichtung vergibt, die die finanziellen Mittel erhält und anschließend die Tilgungs- und Zinszahlungen vornimmt, muss zwischen dem

zal toekennen aan de door de lidstaat aangeduide instelling die de gelden in ontvangst zal nemen en nadien voor de betalingen van de rentebetalingen en de kapitaalaflossingen van de leningen zal instaan. Tevens moeten de aanvragen voor financiële bijstand en de wijze van controle op de besteding van de gelden tussen de partijen geregeld worden;

De Partijen,

de Federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, de heer Vincent Van Peteghem,

de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-president van de Vlaamse Regering, de heer Jan Jambon, en de minister van Financiën en Begroting, Wonen en Onroerend Erfgoed, de heer Matthias Diependaele,

het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-President van de Waalse Regering, de heer Elio Di Rupo, en de Minister van Financiën en Begroting, de heer Jean-Luc Crucke,

nécessaire de prévoir un accord de coopération entre l'Etat fédéral et les entités fédérées qui règle le transfert de ces fonds entre les parties, ainsi que le paiement des charges d'intérêt et les remboursements de capital. Les demandes d'aide financière et la manière dont l'utilisation des fonds est contrôlée doivent également être réglées entre les parties;

Les Parties,

l'Etat fédéral, représenté par le Vice-premier ministre et Ministre des Finances, Monsieur Vincent Van Peteghem,

la Communauté Flamande et la Région Flamande, représentée par le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Monsieur Jan Jambon, et le Ministre des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier, Monsieur Matthias Diependaele,

la Région Wallonne, représentée par le Ministre-Président du Gouvernement wallon, Monsieur Elio Di Rupo, et le Ministre des Finances et du Budget, Monsieur Jean-Luc Crucke,

Föderalstaat und den Gliedstaaten ein Zusammenarbeitsabkommen abgeschlossen werden, welches den Transfer dieser Geldmittel zwischen den Parteien und die Tilgungs- und Zinszahlungen regelt. Auch die Anträge auf finanziellen Beistand und die Art der Kontrolle der Mittelverwendung müssen zwischen den Parteien festgelegt werden.

Die Parteien,

der Föderalstaat, vertreten durch den Vize-Premierminister und Minister für Finanzen, Herrn Vincent Van Peteghem,

die Flämische Gemeinschaft und die Flämische Region, vertreten durch den Ministerpräsidenten der flämischen Regierung, Herrn Jan Jambon, und den Minister für Finanzen und Haushalt, Wohnen und Kulturerbe, Herrn Matthias Diependaele,

die Wallonische Region, vertreten durch den Ministerpräsidenten der wallonischen Region, Herrn Elio Di Rupo, und dem Minister für Finanzen und Haushalt, Herrn Jean-Luc Crucke,

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering, de heer Rudi Vervoort, en de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbare Ambt en de Promotie van Meertaligheid, de heer Sven Gatz,	la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Monsieur Rudi Vervoort, et le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du multilinguisme et de l'Image de Bruxelles, Monsieur Sven Gatz,	die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch den Ministerpräsidenten der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, Herrn Rudi Vervoort , und den Minister der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, zuständig für Finanzen, Budget, Öffentliches Amt und die Förderung der Mehrsprachigkeit, Herrn Sven Gatz,
de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Minister-president van de Franse Gemeenschap, de heer Pierre-Yves Jeholet, en de Minister van Begroting, het Openbaar Ambt en Gelijke kansen, de heer Frédéric Daerden,	la Communauté Française, représentée par le Ministre-Président de la Communauté française, Monsieur Pierre-Yves Jeholet et le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de l'Egalité des chances, Monsieur Frédéric Daerden,	die Französische Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten der französischen Regierung, Herrn Pierre-Yves Jeholet, und den Minister für Budget, Öffentliches Amt und Chancengleichheit, Herrn Frédéric Daerden,
en	et	und
de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Minister-president en Minister van Lokale Besturen en Financiën, de heer Olivier Paasch,	La Communauté Germanophone, représentée par le Ministre-Président de la Communauté germanophone et Ministres des Pouvoirs locaux et des Finances, Monsieur Olivier Paasch,	die deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und Minister für lokale Behörden und Finanzen, Herrn Olivier Paasch,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1.

De partijen komen overeen dat het Federaal Agentschap van de Schuld, instelling van openbaar nut met zetel Kunstlaan 30, 1040 Brussel en hierna genaamd 'Agentschap', als hun gedelegeerde in zal staan voor:

- de aanvragen tot financiële assistentie,
- de ontvangst van de gelden vanwege de Europese Commissie en de (gedeeltelijke) doorstorting ervan aan de gefedereerde entiteiten,
- de rentebetalingen en de kapitaalaflossingen aan de Europese Commissie,
- de inning van de rentebetalingen en de kapitaalaflossingen van de leningen die aan de gefedereerde entiteiten verstrekt werden, en
- meer in het algemeen de communicatie met de Europese overheden met betrekking tot het instrument.

De partijen komen eveneens overeen dat het Agentschap geen controle of audit zal uitvoeren op de gegevens die de gefedereerde entiteiten zullen aanleveren aan het Agentschap en/of aan de Europese overheden. De gefedereerde

ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}.

Les parties conviennent que l'Agence fédérale de la Dette, organisme d'intérêt public, située avenue des Arts, 30, à 1040 Bruxelles et ci-après dénommée « l'Agence », sera chargée en tant que leur déléguée :

- des demandes d'aide financière,
- de la réception des fonds de la Commission européenne et du reversement (partiel) aux entités fédérées,
- du paiement des charges d'intérêt et des remboursements de capital à la Commission européenne,
- de l'encaissement des charges d'intérêt et des remboursements de capital des prêts accordés aux entités fédérées, et
- plus généralement, de la communication avec les autorités européennes concernant l'instrument.

Les parties conviennent également que l'Agence n'exercera aucun contrôle ou audit sur les données que les entités fédérées fourniront à l'Agence et/ou aux autorités

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1.

Die Parteien vereinbaren, dass die Föderale Schuldenagentur, eine Einrichtung öffentlichen Interesses, ansässig in der Avenue des Arts, 30, 1040 Brüssel und im Folgenden als „die Agentur“ bezeichnet, wie ihren Beauftragte mit folgenden Aufgaben betraut wird:

- Stellen der Anträge auf finanziellen Beistand,
- Entgegennahme der durch die Europäische Kommission gewährten Mittel und (teilweise) Weiterleitung an die Gliedstaaten,
- Tilgungs- und Zinszahlungen an die Europäische Kommission,
- Einnahme der Tilgungs- und Zinszahlungen für die den Gliedstaaten gewährten Darlehen,
- ganz allgemein die Kommunikation mit den EU-Behörden im Zusammenhang mit dem Instrument.

Die Parteien vereinbaren zudem, dass die Agentur die Daten, die die Gliedstaaten der Agentur und/oder den EU-Behörden zur Verfügung stellen, nicht kontrolliert oder

entiteiten zijn de partijen met uitzondering van de Federale Staat.	européennes. Les entités fédérées sont les parties à l'exception de l'Etat fédéral.	einem Audit unterzieht. Die Gliedstaaten sind die Parteien mit Ausnahme des Föderalstaates.
Artikel 2.	Article 2.	Artikel 2.
Het Agentschap zal de officiële verzoeken om financiële bijstand na overleg met de gefedereerde entiteiten overmaken aan de Europese Commissie of aan iedere andere instelling die door de Unie aangeduid werd om die aanvragen te ontvangen.	Après concertation avec les entités fédérées, l'Agence adressera des demandes officielles d'aide financière à la Commission européenne ou à tout autre organisme désigné par l'Union pour recevoir ces demandes.	In Absprache mit den Gliedstaaten stellt die Agentur offizielle Anträge auf finanziellen Beistand bei der Europäischen Kommission oder jeder anderen Einrichtung, die von der EU zur Entgegennahme dieser Anträge bestimmt wird.
Van zodra de Europese Commissie, informeel dan wel formeel, het deel dat België van een bepaalde lening zal ontvangen kenbaar maakt, zal het Agentschap met de gefedereerde entiteiten overleggen over de verdeling van het te verwachten bedrag tussen de Federale Staat en elke gefedereerde entiteit.	Dès que la Commission européenne fera connaître, de manière informelle ou formelle, la part que la Belgique recevra d'un prêt en particulier, l'Agence consultera les entités fédérées sur la répartition du montant attendu entre l'Etat fédéral et chaque entité fédérée.	Sobald die Europäische Kommission formell oder informell den für Belgien vorgesehenen Anteil an einem bestimmten Darlehen bekannt gibt, berät sich die Agentur mit den Gliedstaaten in Bezug auf die Aufteilung des zu erwartenden Betrages zwischen dem Föderalstaat und den einzelnen Gliedstaaten.
Artikel 3.	Article 3 .	Artikel 3.
Het Agentschap zal de nodige instructies geven aan de Nationale Bank van België opdat het bedrag bij ontvangst gedeeltelijk, en aan het overeengekomen pro rata, overgemaakt wordt aan de gefedereerde entiteiten.	L'Agence donnera les instructions nécessaires à la Banque Nationale de Belgique afin que le montant reçu soit transféré partiellement aux entités fédérées suivant le prorata convenu.	Die Agentur gibt der Belgischen Nationalbank die notwendigen Anweisungen, damit der erhaltene Betrag nach dem vereinbarten Pro-rata-Satz anteilig an die Gliedstaaten überwiesen wird.
Artikel 4.	Article 4.	Artikel 4.
Het Agentschap stelt voor elke lening en ten behoeve van elke gefedereerde entiteit die een deel van die lening opneemt, een nauwkeurig	L'Agence établit pour chaque prêt et au profit de chaque entité fédérée qui bénéficie d'une partie de ce prêt un plan de paiement précis	Die Agentur stellt für jedes Darlehen und zugunsten der einzelnen Gliedstaaten, die einen Teil des Darlehens erhalten, einen

betalingsplan op met vermelding van de data en de bedragen voor de rentebetalingen, de kapitaalaflossingen, alsook de eventuele kosten. Elk van die bedragen wordt berekend als het pro rata van het aan de gefedereerde entiteit toegekende bedrag ten opzichte van het totaal bedrag van de lening. Het Agentschap stuurt de gefedereerde entiteiten de uitnodigingen tot betaling, via e-mail, vijf Target2-dagen voorafgaand aan de dag waarop de bedragen verschuldigd aan de Europese Unie op de rekening van de Nationale Bank gestort moeten worden.	mentionnant les dates et les montants correspondant aux charges d'intérêt, aux remboursements de capital, ainsi qu'aux frais éventuels. Chacun de ces montants est calculé au prorata du montant attribué à l'entité fédérée sur le montant total du prêt. L'Agence enverra aux entités fédérées les invitations de paiement, par courrier électronique, cinq jours TARGET2 avant le jour où les sommes dues à l'Union européenne doivent être versées sur le compte de la Banque nationale.	genauen Zahlungsplan auf, in dem die Daten und Beträge der Tilgungs- und Zinszahlungen sowie mögliche Kosten angegeben werden. Jeder dieser Beträge wird entsprechend dem Betrag berechnet, der dem Gliedstaat im Verhältnis zum gesamten Darlehen zugewiesen wurde. Die Agentur sendet den Gliedstaaten fünf TARGET2-Tage vor dem Fälligkeitsdatum, an dem die an die Europäische Union zu zahlenden Beträge auf das Konto der Nationalbank überwiesen werden müssen, per E-Mail Zahlungsaufforderungen zu.
Voorafgaand aan het afsluiten van de leningen, bezorgen de gefedereerde entiteiten en het Agentschap elkaar alle nodige praktische gegevens, in het bijzonder de rekeningen en de e-mailadressen. Zij brengen elkaar op de hoogte van iedere wijziging.	Avant la conclusion des prêts, les entités fédérées et l'Agence se communiquent toutes les données pratiques, en particulier les comptes et les adresses e-mail. Elles s'informent mutuellement de toute modification.	Vor dem Abschluss der Darlehen übermitteln sich die Gliedstaaten und die Agentur untereinander alle erforderlichen Daten, insbesondere Kontodaten und E-Mail-Adressen. Sie halten sich gegenseitig über jegliche Änderungen auf dem Laufenden.
Artikel 5. Indien een gefedereerde entiteit laattijdig de verschuldigde rentebetaling of kapitaalaflossing aan het Agentschap betaalt, is van rechtswege en zonder ingebrekestelling nalatigheidsinterest verschuldigd. De nalatigheidsinterest wordt berekend als zijnde het hoogste bedrag bepaald op basis van hetzij de wettelijke rentevoet hetzij art 6 (3) van de Loan Agreement tussen de Europese Commissie en het Koninkrijk België .	Article 5. Si une entité fédérée paie en retard les charges d'intérêt ou le remboursement du capital dû à l'Agence, les intérêts de retard sont payables de plein droit et sans mise en demeure préalable. Les intérêts de retard sont calculés comme étant le montant le plus élevé déterminé soit sur base du taux d'intérêt légal soit suivant l'article 6 (3) du Loan Agreement entre la Commission européenne et le Royaume de Belgique.	Artikel 5. Führt ein Gliedstaat die gegenüber der Agentur fälligen Tilgungs- und Zinszahlungen verspätet aus, so sind von Rechts wegen und ohne vorherige Inverzugsetzung Verzugszinsen zu zahlen. Verzugszinsen werden als der höhere Betrag berechnet, der entweder auf der Grundlage des gesetzlichen Zinssatzes oder gemäß Artikel 6 (3) des Loan Agreements zwischen der Europäischen Kommission und dem Königreich Belgien bestimmt wird.

Dertig dagen na de vervaldag van de niet betaalde bedragen, zal de Federale Staat deze verhalen op de betrokken gefedereerde entiteit. Dit verhaal kan gebeuren in de vorm van inhoudingen op de financiële middelen die krachtens de wet overgedragen worden aan de betrokken gefedereerde entiteit. De nalatigheidsinterest worden berekend tot de dag dat dit verhaal gebeurt.

Artikel 6.

Indien een gefedereerde entiteit een kleiner totaalbedrag zou willen opnemen dan hetgeen haar krachtens de beslissing van de Europese Raad toekomt, dan zal zij daar terstond het Agentschap over informeren zodat het Agentschap tijdig met de Europese Commissie kan overleggen over het totale bedrag dat België zal ontvangen.

Artikel 7.

De gefedereerde entiteiten zullen hun medewerking verlenen aan de controle en auditwerkzaamheden die de Europese Unie mogelijkwerijze zal verrichten in het kader van de verstrekte assistentie, voor zover het om maatregelen gaat die zij ingesteld hebben. Indien de Europese Unie overgaat tot het voortijdig terugroepen van financiële assistentie als gevolg van fouten of onregelmatigheden, dan

Trente jours après leur échéance impayée, l'Etat fédéral récupérera, auprès de l'entité fédérée concernée, les montants dont celle-ci reste redevable. Cette récupération peut prendre la forme d'une retenue sur les moyens financiers à transférer en vertu de la loi à l'entité fédérée concernée. Les intérêts de retard sont calculés jusqu'au jour où la récupération a lieu.

Article 6.

Si une entité fédérée souhaite prélever un montant total inférieur à celui qui lui est attribué en vertu de la décision du Conseil européen, elle en informera immédiatement l'Agence afin que l'Agence puisse se concerter en temps utile avec la Commission européenne sur le montant total que la Belgique recevra.

Article 7.

Les entités fédérées coopéreront au contrôle et aux travaux d'audit que l'Union européenne peut effectuer dans le cadre de l'assistance fournie, dans la mesure où il s'agit de mesures qu'elles ont instituées. Si l'Union européenne procède au rappel anticipé d'une aide financière en raison d'erreurs ou d'irrégularités, cette entité fédérée transférera les sommes demandées à l'Agence.

Dreißig Tage nach dem Fälligkeitstermin wird der Förderstaat die geschuldeten Beträge von dem betreffenden Gliedstaat zurückfordern, wenn sie bis dahin noch nicht gezahlt wurden. Diese Rückforderung kann durch Einbehaltung der finanziellen Mittel erfolgen, die gemäß Gesetz an den betreffenden Gliedstaat zu überweisen sind. Die Verzugszinsen werden bis zum Tag der erfolgten Rückzahlung berechnet.

Artikel 6.

Für den Fall, dass ein Gliedstaat einen niedrigeren Gesamtbetrag in Anspruch nehmen möchte, als ihm auf der Grundlage des Beschlusses des Europäischen Rates zusteht, so setzt er die Agentur unverzüglich davon in Kenntnis, damit sie den Gesamtbetrag, der Belgien gewährt wird, zeitnah mit der Europäischen Kommission abstimmen kann.

Artikel 7.

Die Gliedstaaten arbeiten bei den Kontrollen und Audits, zu denen die Europäische Union im Rahmen ihrer Hilfeleistungen berechtigt ist, mit ebendieser zusammen, soweit sie die von ihnen eingerichteten Maßnahmen betreffen. Fordert die Europäische Union eine finanzielle Hilfe aufgrund von Fehlern oder Unregelmäßigkeiten vorzeitig zurück, so überweist der betreffende Gliedstaat die geforderten Beträge an die Agentur.

zal die gefedereerde entiteit het Agentschap alle gevraagde sommen overmaken.		
Behalve de gefedereerde entiteit die betrokken is bij die ingeroepen fouten of onregelmatigheden zal geen enkele andere partij aansprakelijk zijn voor voornoemde terugbetaling.	Aucune autre partie n'est responsable pour le remboursement qui est dû par l'entité fédérée concernée par les erreurs commises ou par les irrégularités.	Mit Ausnahme der Partei, die von den Fehlern oder Unregelmäßigkeiten betroffen ist, kann keine der anderen Parteien für die oben genannte Rückzahlung haftbar gemacht werden.
Artikel 8.	Article 8.	Artikel 8.
De partijen eerbiedigen daarenboven alle overeenkomsten tussen de Belgische Staat en de Europese Unie in het kader van het SURE-project.	Les parties respectent en outre tous les accords entre l'Etat belge et l'Union Européenne dans le cadre du projet SURE.	Darüber hinaus gelten für die Parteien sämtliche Vereinbarungen, die der Belgische Staat und die Europäische Union im Rahmen des SURE-Projektes abgeschlossen haben
Artikel 9.	Article 9.	Artikel 9.
Het Belgisch recht is van toepassing op dit akkoord. Eventuele geschillen met betrekking tot dit akkoord zullen voorgelegd worden aan het Overlegcomité voorzien bij de artikelen 31 en 31/1 van de gewone Wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.	Le présent accord est régi par le droit belge. Les différends éventuels liés au présent accord seront portés devant le Comité de Concertation prévu par les articles 31 et 31/1 de la Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980 .	Dieses Abkommen unterliegt belgischem Recht. Eventuelle Streitfälle im Zusammenhang mit dem vorliegenden Abkommen werden vor den in den Artikeln 31 und 31/1 des Ordentlichen Gesetzes zur Reform der Institutionen vom 9. August 1980 bestimmten Konzertierungsausschuss gebracht.
Artikel 10.	Article 10.	Artikel 10.
Dit akkoord treedt in werking van zodra de instemming voor de Federale Staat en voor een andere partij in werking treedt, wat deze partijen betreft.	Cet accord entre en vigueur pour l'Etat fédéral et pour une autre partie dès l'entrée en vigueur de leur assentiment respectif.	Dieses Abkommen tritt für den Föderalstaat und eine der anderen Parteien in Kraft, sobald die Zustimmung dieser Partei in Kraft getreten ist.

Brussel,
in zes originele exemplaren. Iedere partij heeft
zijn exemplaar ontvangen.
Voor de Federale Staat,

De Vice-eersteminister en Minister van
Financiën,

Bruxelles, le
en six exemplaires originaux, chaque partie
ayant reçu le sien.
Pour l'Etat Fédéral,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des
Finances,

Brüssel, den
ausgefertigt in sechs Originalexemplaren,
wobei jede Partei ein Original erhalten hat.
Für den Föderalstaat,

Der Vize-Premierminister und Minister für
Finanzen,



Vincent Van Peteghem

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams
Gewest,

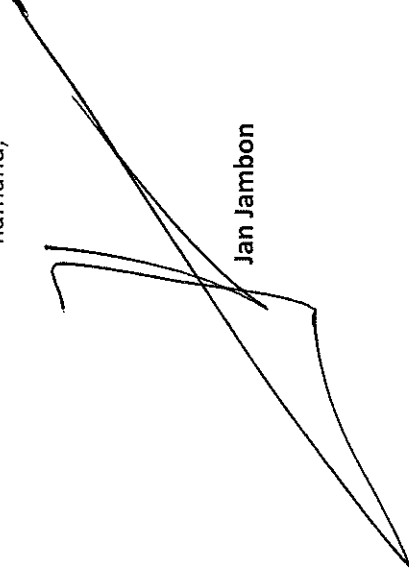
Pour la Communauté Flamande et la Région
Flamande,

Für die Flämische Gemeinschaft und die
Flämische Region,

De Minister-president van de Vlaamse Regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement
flamand,

Der Ministerpräsident der Flämischen
Regierung

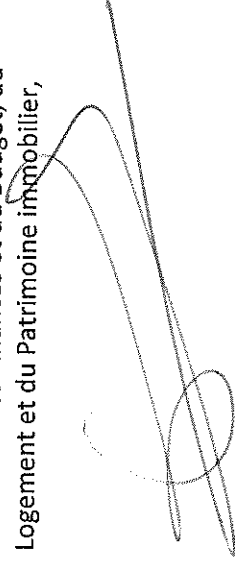


Jan Jambon

De Minister van Financiën en Begroting, Wonen
en Onroerend Erfgoed,

Le Ministre des Finances et du Budget, du
Logement et du Patrimoine immobilier,

Der Minister für Finanzen und Budget, Wohnen
und Kulturerbe,



Matthias Diependaele

Voor het Waals Gewest,

Pour la Région Wallonne,

Für die Wallonische Region,

De Minister-president van de Waalse regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement
wallon,

Der Ministerpräsident der wallonischen
Regierung,

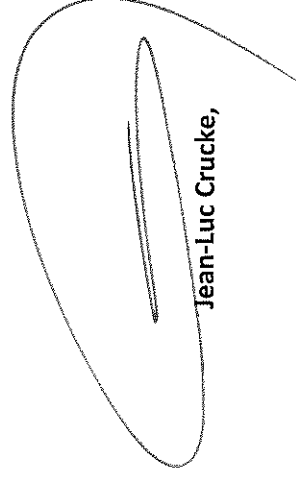


Elio Di Rupo

De Minister van Financiën en Begroting,

Le Ministre des Finances et du Budget,

Der Minister für Finanzen und Haushalt,



Jean-Luc Crucke

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
De Minister-president van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering,

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale,

Der Ministerpräsident der Region Brüssel-
Hauptstadt,


Rudi Vervoort

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke
Gewestregering, belast met Financiën,
Begroting, Openbare Ambt en de Promotie van
Meertaligheid,

Le Ministre du Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du
Budget, de la Fonction publique, de la
Promotion du multilinguisme et de l'Image de
Bruxelles,

Der Minister der Regierung der Region Brüssel-
Hauptstadt, zuständig für Finanzen, Haushalt,
Öffentliches Amt und die Förderung der
Mehrsprachigkeit,


Sven Gatz

Voor de Franse Gemeenschap,

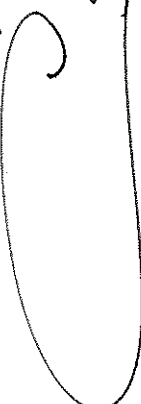
Pour la Communauté française,

Für die französische Gemeinschaft,

De Minister-president van de Franse
Gemeenschap,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la
Communauté française,

Der Ministerpräsident der französischen
Gemeinschaft,


Pierre-Yves Jeholet

De Minister van Begroting, het Openbaar Ambt
en Gelijke kansen,

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
et de l'Égalité des chances,

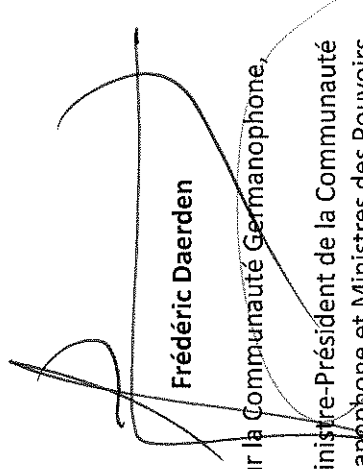
Der Minister für Haushalt, Öffentliches Amt
und Chancengleichheit;

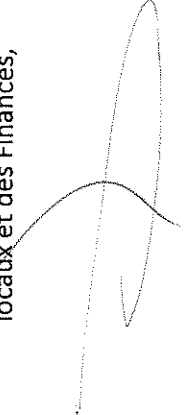
Voor de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-president van de Duitstalige
Gemeenschap en Minister van Lokale Besturen
en Financiën,

Für die deutschsprachige Gemeinschaft,

De Ministerpräsident der deutschsprachigen
Gemeinschaft und Minister für Lokale
Behörden und Finanzen,


Frédéric Daerden
Pour la Communauté Germanophone,
Le Ministre-Président de la Communauté
germanophone et Ministres des Pouvoirs
locaux et des Finances,


Olivier Paasch